

Initiative Indecosa 37 : « Précarité énergétique »

22 septembre 2016

Les acteurs de la lutte contre la précarité énergétique se sont rencontrés

INDECOSA-CGT, INDECOSA-CGT 37, FUD-CGT 37 et la FNME-CGT

regroupent vos jeunes délégués

La précarité énergétique : un défi à relever

Judi 22 septembre 2016 à Tours (St Avertin)

Accueil 19h30 par le Secrétaire Général de l'Union
Départementale CGT de l'Indre et Loire

08 - État des lieux de la précarité énergétique

- Une étude en préambule : analyse chiffrée du nombre de ménages touchés par le phénomène (Comparaison entre les chiffres de l'INSEE et de la CGT)

- La précarité énergétique : un facteur d'exclusion (étude Espace Habitat-CGT)

- La précarité énergétique, un phénomène persistant (des Français, notamment de l'Indre-Loire et de l'Indre-et-Vienne)
- Consequences sociales et écologiques de la précarité énergétique (le manque de chaleur dans l'habitat particulièrement précaire) (Rapport de L'ADE)

12 à 14h - Déjeuner (Belle)

09 - Quelles sont les mesures prises pour y remédier ? Sont-elles suffisantes ?

- La rénovation thermique dans le bâtiment (un bilan positif, les aides des pouvoirs publics répondent elles suffisamment au besoin)

- L'accompagnement des ménages en difficulté (Jean-François Héroux, IRE Habitat 37)

- Rapprocher nos efforts collectifs, nous en avons eu beaucoup, les conséquences à terme pour les usagers (Jeanne Guénel, FNME-CGT)

- Comment nous servir de la précarité énergétique en matière de politiques

C'est votre délégué - Merci aussi, Présidente INDECOSA-CGT

17h - Travaux pratiques



**INDECOSA-CGT, INDECOSA-CGT 37
FUD-CGT 37
et la FNME-CGT**

**Participeront
100 personnes**

**Adresse
UD-CGT 37
Maison des Syndicats
18, rue de POMERAY
37100 SAINT-AVERTIN**

**Le 22 septembre 2016, nous avons
organisé une journée de travail
sur la précarité énergétique
à Saint-Avertin (Indre-et-Loire)**



**INDECOSA-CGT
avec l'indresse et le
département 37**

Cet été, en prévision de la journée du 22 septembre, In Magazine, le journal d'INDECOSA-CGT, publiait un dossier sur la précarité énergétique. Ce jour, à

Saint-Avertin, c'est une centaine de personnes qui échangeaient sur la question. À l'invitation d'Indecosa-CGT 37 et accueillis par l'UD-CGT 37, les militants se sont retrouvés dans la maison des syndicats.

Après un état des lieux détaillés de la précarité énergétique, présenté par Valérie Goncalves, les chiffres firent place aux faits avec le témoignage de Sylvie Boulier de l'association Droit à l'énergie. Une expérience de terrain qui donnait à voir le mal-logement, les coupures d'électricité, la cuisine à la bougie, les aides difficiles à obtenir... Autant de drames aboutissant au déclassement social des personnes concernées. « *Une conséquence du laminage du service public* » résumait Sylvie Boulier.

L'après-midi, un autre homme du terrain, « *confronté aux familles ployant sous le poids de factures d'énergie inacceptables* », Alain Monod-Broca de l'association SOS Famille Emmaüs 37 complétait le sombre tableau. Pointant le système vicieux par lequel les opérateurs compliquent encore la vie des personnes en difficulté, le militant associatif établissait le lien entre précarité énergétique et habitat inadapté.

Toujours dans le cadre de l'état des lieux, Patrick Gachet, directeur technique de l'Agence locale de l'énergie, soulignait la difficulté de « *détecter* » les ménages en situation de précarité énergétique et, surtout, ceux ne l'étant pas encore mais tellement fragile, habitant un logement tellement peu propice « *qu'un grain de sable pourrait faire les y faire basculer* » .

Puis Patrick Gachet continuait en alignant les conséquences sanitaires de la précarité énergétique : des pathologies respiratoires ou dermatologiques, mais aussi de véritables troubles psychologiques sans parler des difficultés scolaires des enfants.

Arnaud Faucon, membre du bureau d'Indecosa-CGT, précisait notamment en évoquant les modes de chauffage de fortune utilisés par les familles pour lutter contre le froid, qu'avec une centaine de décès par an, l'intoxication au monoxyde de carbone est en France la première cause de mortalité par intoxication accidentelle.

Le traitement des moyens de combattre la précarité énergétique n'aurait pas été aussi complet sans l'intervention de Nathalie Bertin, directrice du bailleur social Touraine Logement. La directrice et le responsable de la maintenance et

de la réhabilitation exposèrent leur démarche de bailleur en matière de lutte contre les factures trop élevées. Nathalie Bertin soulignant, « *ce qui compte pour un locataire n'est pas tant le coût de son loyer, mais le coût global de sa quittance, c'est à dire, son loyer plus les charges.* » La rénovation et la réhabilitation des logements sont souvent les meilleurs moyens de faire baisser les étiquettes énergétiques des bâtiments à condition qu'elles soient bien menées, selon une logique globale et non morcelée, et en dépit de normes parfois contreproductives.

Jacques Josselon, élu Front de gauche de Chambray-les-Tours, insista sur le rôle des élus de proximité qui œuvrent à l'échelle de la commune, sur le terrain.

Enfin les participants présents dans la salle apportèrent de nombreux témoignages et réflexions. Ainsi furent notamment abordés le Chèque énergie, le Fonds solidarité pour le logement (FSL) et les tarifs réglementés, le lien entre surendettement et précarité énergétique, la trêve hivernale, les difficultés d'une rénovation réussie, et, enfin, le besoin et les moyens à mobiliser pour porter ensemble les revendications de la CGT. Celle-ci furent finalement listées ainsi : la défense de la péréquation tarifaire, une TVA sur les fournitures d'énergie à 5%, une réévaluation des tarifs sociaux, le refus du Chèque énergie et la création d'un grand service public de l'énergie et du logement.

Un programme que ne démentait pas Martine Sellier, présidente d'Indecosa-CGT, dans ses conclusions.

Initiative de l'Indecosa 37 - 22 septembre 2016 - Tours